



PROTOCOLE D'ACCORD TRIENNAL SUR LES AVANCEES SOCIALES

2023 - 2026

Entre :

La Ville de ROUEN

Représentée par Monsieur Nicolas MAYER ROSSIGNOL,
Maire de la Ville Rouen, Président du CCAS de Rouen

Ci-après désignée : « la Ville ».

D'une part,

Et

Le Syndicat CGT des Territoriaux de ROUEN,

Représenté par son secrétaire général, Monsieur Julien GALANT,

Le Syndicat FO des Territoriaux de la Ville de ROUEN,

Représenté par son secrétaire, Monsieur Cédric LARGILLET,

Le Syndicat Interco CFDT 76,

Représenté par son secrétaire Monsieur Romain LAMY,

Le Syndicat SUD-CT, Section Ville de Rouen,

Représenté par son secrétaire, Monsieur Antoine VIGOR,

Ci-après désignés : « les organisations syndicales ».

D'autre part,

.....

EXPOSE

Dans un contexte économique et social difficile pour les agents de la collectivité, la Ville de ROUEN et le CCAS de la ville ont décidé de renouveler le Protocole d'accord sur les avancées sociales pour la période 2023-2026, dans la limite de la réglementation et de ses capacités financières.

A la suite des réunions de négociations du 22 septembre 2022, 03 février, 06 mars et 10 mars 2023 et compte-tenu du contexte financier contraint pour la collectivité, le protocole triennal d'avancées sociales a pour objectif de fixer sur la période 2023 – 2026, les mesures prioritaires retenues ainsi que leurs modalités de mise en œuvre.

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent protocole d'accord est applicable à l'ensemble des personnels de la Ville et du CCAS de Rouen.

Les différentes mesures concernées seront applicables conformément aux règles et modalités inhérentes aux dispositifs dont elles relèvent.

ARTICLE 2 - DUREE

Le présent protocole est applicable pour les années 2023 à 2026 inclus.

Les engagements pris par la Ville et le CCAS feront l'objet de délibération en conseil municipal et conseil d'administration du CCAS permettant leurs mises en œuvre.

Son terme est le 31 décembre 2026.

ARTICLE 3 - AVENANT ET RENOUVELLEMENT

Le présent document pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un avenant annuel pour intégrer les évolutions législatives et réglementaires relevant du domaine des avancées sociales. Ces modifications feront l'objet d'une concertation entre la Ville et les organisations syndicales sur les modalités de mise en œuvre.

Au terme de sa durée, le présent protocole s'éteindra et les mesures engagées seront applicables conformément aux règles et modalités inhérentes aux dispositifs dont elles relèvent.

A ce terme, un nouveau protocole d'accord sur les avancées sociales sera négocié ou prorogé, à l'initiative de la Ville, avec les organisations syndicales.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS

La Ville s'engage à respecter les termes et modalités de ce protocole pour ce qui la concerne.

Les organisations syndicales s'engagent à respecter les termes de ce protocole et notamment, dans le cadre du dialogue social avec la collectivité, la priorisation des mesures retenues.

La Ville et les organisations syndicales signataires s'engagent mutuellement à communiquer constructivement auprès du personnel concernant l'ensemble des mesures retenues dans le cadre du présent protocole.

ARTICLE 5 – AVANCEES SOCIALES

Le présent protocole acte les mesures sociales suivantes :

I. Enveloppe allouée

Au titre du présent protocole une enveloppe de 600 000 euros est allouée sur trois ans (200 000 euros par an).

II. Augmentation de la valeur faciale des titres restaurants :

La valeur faciale des titres restaurants est augmenté de 0.50 cts d'euros passant ainsi de 7.5 euros à 8 euros.

La participation employeurs/agents reste inchangée à proportion de 60/40.

III. Augmentation de la participation employeur pour le paiement des cotisations du contrat prévoyance

Afin que les agents disposent d'une meilleure couverture sociale, la Ville et le CCAS proposent d'augmenter la participation forfaitaire pour le paiement des cotisations prévoyances. Elle passera ainsi de 5 à 15 euros à concurrence des sommes engagées par l'agent pour sa cotisation.

Par ailleurs, la Ville fixe une clause de révocation au deuxième semestre 2024.

ARTICLE 6 – PROGRAMMATION ET ASPECTS FINANCIERS

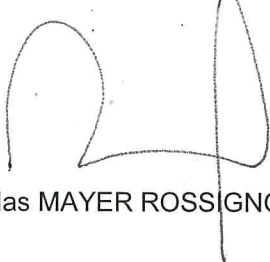
Le financement des mesures s'effectuera dans le cadre du budget des dispositifs dont elles relèvent en fonction de l'équilibre budgétaire annuel sur la période 2023-2026.

Une réflexion sur le protocole pour la période 2027-2029 sera engagée à compter du printemps 2026.

Fait à ROUEN le : 10.03.2023.

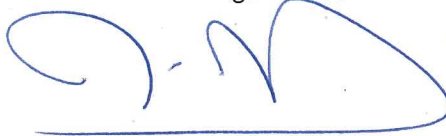
LA VILLE DE ROUEN / CCAS DE ROUEN

Le Maire/Président



Nicolas MAYER ROSSIGNOL

L'adjoint au Maire en charge des affaires générales



Matthieu DE MONTCHALIN

Le conseiller municipal délégué aux ressources humaines

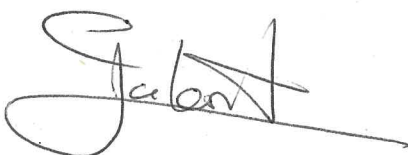


Mohamed BERBRA

LE SYNDICAT CGT DES TERRITORIAUX

Le secrétaire général

Julien GALANT



LE SYNDICAT FO DES TERRITORIAUX

Le secrétaire

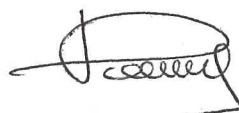
Cédric LARGILLET



LE SYNDICAT INTERCO CFDT 76

Le secrétaire

Romain LAMY



LE SYNDICAT SUD-CT

Le secrétaire

Antoine VIGOR

